

J'en reviens aux propos attribués à M. Spicer qui aurait dit que la laisse sera un peu plus courte, mais que le Conseil aura les dents beaucoup plus longues. Je pense que cela se passe de commentaires.

La députée de Mount Royal a soutenu que Radio-Canada perdait sa position centrale au sein du système de radiodiffusion; je regrette, mais je n'arrive pas à comprendre à quoi elle veut en venir. La Société Radio-Canada demeure le service public de radiodiffusion au pays, et, peu importe ce que l'on peut croire au sujet des enveloppes budgétaires et du reste, je vous signalerais que, dans toute son histoire, c'est en 1982 que la Société Radio-Canada a subi ses pires compressions budgétaires. En réalité, si l'on s'exprimait en dollars réels, on verrait que, depuis 1984, le budget de la SRC a affiché une faible hausse chaque année.

Peu importe ce que les autres en pensent, j'estime que la SRC conserve la position centrale qu'elle occupe à l'intérieur du système. En fait, ces derniers temps, elle a trouvé des solutions passablement innovatrices pour régler les problèmes qui l'assaillaient. Quand la nomination de M. Parick Watson sera devenue légitime, grâce à l'adoption de ce projet de loi, je crois que la SRC s'épanouira. J'ai pleinement confiance en lui pour occuper le poste de président du conseil, ainsi qu'en M. Veilleux, comme président-directeur général et dans tous les membres du conseil d'administration.

Monsieur le Président, parlons maintenant des comités du conseil de la SRC. Je sais que pour la députée de Mount Royal, cette question est aussi problématique que n'importe quel autre facteur, y compris l'unité nationale. Mais je lui répéterai ce que j'ai dit à plusieurs occasions, prenez cela comme un exercice de créativité, une occasion de rapprocher les deux solitudes qui en ont désespérément besoin, comme elle et moi le savons.

Enfin, j'en arrive à l'unité nationale. Nous ne pouvons aspirer à l'unité au pays si nous ne partageons pas une conscience et une identité nationales. Quand j'ai parlé de l'Afrique du Sud,—et soit dit en passant, j'ai écrit à l'ambassadeur de l'Afrique du Sud pour lui dire que l'adjectif totalitaire ne s'appliquait pas à l'Afrique du Sud puisqu'il s'agit d'un État pluraliste,—je voulais simplement souligner qu'un système de radiodiffusion ne devrait jamais servir à l'État d'instrument de propagande, que toute utilisation à cette fin ne devrait même jamais être envisagée, ou jamais plus envisagée si elle l'a déjà été par le passé.

### *Initiatives ministérielles*

Je constate qu'il y a au Canada de grandes personnalités de la radio et de la télévision, dont M. Spicer, qui peuvent vous faire comprendre qu'il faudrait modifier cet article et que l'unité nationale n'a que faire dans la mission de Radio-Canada. C'est ce que lui a enseigné son expérience au sein de Radio-Canada dans les années 1970, et nous devons en revenir aux éléments fondamentaux et faire de la promotion d'une conscience et d'une identité nationales la base fondamentale de la mission de Radio-Canada. Monsieur le Président, à titre d'Albertain fier d'être Canadien, je n'y trouve absolument rien à redire.

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord dire à quel point j'apprécie les observations du secrétaire parlementaire. En toute sincérité, je puis dire que c'est un gentleman dans l'âme et que nous avons toujours entretenu avec lui d'excellents rapports. Nous sommes toutefois ici pour discuter d'enjeux politiques très difficiles.

J'ai deux ou trois questions à poser au secrétaire parlementaire, mais j'aimerais d'abord lui faire part de certaines nouvelles, au cas où il ne les connaîtrait pas encore. Je les communique par la même occasion à la Chambre et aux téléspectateurs d'un océan à l'autre. Voici la nouvelle en question: la SRC sera bientôt frappée très durement par une nouvelle série de compressions. Au moment où je vous parle, des comptes rendus de presse précisent que la SRC pourrait faire l'objet de compressions de l'ordre de 100 millions de dollars. L'annonce en sera faite demain. Certaines sources me disent que le président de la SRC a été en communication téléphonique toute la journée avec les directeurs régionaux d'un océan à l'autre. Le président fera une annonce officielle demain, lors d'une conférence de presse. On me dit que jusqu'à 10 stations régionales de la SRC pourraient fermer à cause de ces compressions brutales. De plus, d'après la chaîne d'information continue de la SRC, il se pourrait que les activités de certaines autres stations régionales ne deviennent que des activités de façade. Voilà l'ampleur des compressions qui seront annoncées demain.

**M. Nunziata:** Il est question de 200 millions de dollars, John.

**M. Harvard:** Un de mes collègues me dit qu'elles pourraient atteindre 200 millions de dollars. Cent millions de dollars, c'est horrible, mais 200 millions de dollars, c'est à mon avis tout à fait inconcevable.

À ce qu'on m'a dit, Radio Canada International pourrait disparaître en totalité ou, du moins, dans une large mesure. On me dit aussi que la SRC sera pour ainsi dire